

2012

Ça y est, nous y sommes : 2012 ! point de convergence de toutes les prédictions, de tous les fantasmes, les espoirs et les craintes. Mayas, économistes, complotistes, gourous de tous poils, publicitaires, prédicateurs, affairistes sans scrupules, sur 2012, tous ont quelque chose à nous dire ou à nous vendre. De la peur, surtout.

En cette année d'élection pour quelques pays dont la France, les marchands de peur ne manquent pas et leurs discours valent qu'on les analyse attentivement. A écouter certains de ces prophètes prêts à se sacrifier pour conduire notre destinée dans la tempête, on entendrait presque grésiller un vieux poste à galène « ... *je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur... que tous les français se groupent autour du Gouvernement pendant ces dures épreuves et fassent taire leur angoisse pour n'écouter que leur foi dans le destin de la Patrie*¹. » Ah que c'est beau, que c'est émouvant ! Il y a soixante dix ans, beaucoup de nos anciens y ont cru à ce patriotisme, la voie tracée était la meilleure et de toutes façons, en l'absence d'alternative, la seule possible.

Qui imaginait alors que derrière ce vieux monsieur à l'air sympathique et digne, toute une machinerie de financiers et d'industriels tirait les ficelles en vue de l'instauration d'une société asservie à leurs seuls intérêts ?

Ça y est, je les entends déjà qui hurlent : « *Encore une fois Simon tu exagères ! on ne réécrit pas ainsi l'histoire !* » Mais si, justement, il faut savoir la réécrire et c'est ce que certains ont fait depuis l'ouverture des archives de l'époque². Mais ce n'est pas le sujet de cette chronique.

Ce qui me semble intéressant dans ce parallèle, ce n'est certes pas d'essayer de comparer le régime de Vichy avec notre régime actuel, loin de moi cette idée exécrable³, mais c'est la similitude de raisonnement qui frappe.

Avez vous remarqué la méthode ? Comme il y a soixante dix ans, on nous dit que nos malheurs viennent de nos abus passés, que nous avons vécu au dessus de nos moyens, hier les 40 heures, aujourd'hui les 35, ont ruiné les entreprises : la poule était trop grasse, nous nous sommes gavés, maintenant, il faut faire maigre. Comme il y a soixante dix ans, il faut plier sous le diktat, obéir au vainqueur, hier militaire, aujourd'hui financier, il n'y a de salut que dans le respect de sa loi, il n'y a pas d'alternative. Il y a soixante dix ans, les montres ont été avancées d'une heure pour s'aligner sur l'occupant, aujourd'hui elles sont à l'heure du Marché. Et à nouveau, préparez vous à tous les sacrifices pour payer au prix fort tout ce que demande le Marché, même si c'est lui qui a provoqué « la crise ».

Le but de ce raisonnement, hier comme aujourd'hui, est de faire admettre au bon peuple figé comme un lapin dans les phares d'une voiture, qu'il est une impérieuse nécessité qui exige et justifie que l'on sacrifie une partie de ses droits fondamentaux sur l'autel d'un soi-disant pragmatisme salvateur.

Il est tout de même frappant de constater, dans la bouche de beaucoup d'hommes politiques, à quel point le discours a dérivé, à quel point l'essentiel est écarté : L'humain a succombé face au comptable. Car enfin, le gouvernant, le législateur, celui à qui l'on a délégué notre souveraineté, celui qui parle au nom du peuple, celui là ne devrait il pas avoir pour seul souci le bien du peuple ?

Et j'entends mon voisin narquois : « *Et maintenant voici le grand numéro des Bisounours !* »

Le pire, c'est que mon voisin croit vraiment qu'une telle affirmation relève de la puérité... il faut dire qu'il a bien écouté les infos à la télé ! A la télé, justement, ne nous dit on pas que, comme le bon père de famille, l'Etat ne peut pas dépenser plus que ce qu'il gagne ?

¹ Ph. Pétain, extraits du discours du 17 juin 1940.

² Sur ce sujet largement occulté, je vous recommande « le choix de la défaite » ed. Armand Colin, de l'historienne Annie Lacroix-Riz qui démontre le complot de l'élite française des années 30 contre la Démocratie.

³ et puis, je ne voudrais pas valider la loi de Godwin que j'évoquais dans une récente chronique et qui est l'indicateur du niveau zéro de l'argumentaire.

D'accord, mais alors, si l'Etat doit agir en bon père de famille, vous en connaissez beaucoup vous des pères de famille qui prostituent leur filles et égorgent leurs fils pour payer les traites de leur banquier ? En cassant les acquis sociaux, en livrant les services publics aux appétits des transnationales, en méprisant le peuple, au profit de la finance, n'est ce pas ce que fait l'Etat ? Tant qu'il n'était que capitaliste, le système tondait mais préservait soigneusement le mouton, mais aujourd'hui, devenu néo libéral, il n'hésite pas une seconde à l'égorger, c'est sa nature ... et ce sera sa perte.

« Certes, c'est la dictature des Marchés, mais on ne peut plus rien faire d'autre aujourd'hui. »

Mais les Marchés n'ont pas de divisions blindées à opposer aux peuples, leur dictature n'est imposée que par les concessions que l'on a bien voulu leur faire. La soumission à leur loi n'est que le fait d'hommes politiques convaincus que l'ultra libéralisme fera le bonheur de tous ... ou tellement avides de pouvoir et d'argent qu'ils ont accepté de devenir de vulgaires exécutants pour assouvir leurs plus bas instincts.

Ce que l'on a offert aux Marchés, il est tout à fait possible de le reprendre, ce n'est qu'une question de volonté politique, mais cette volonté là exige que l'on coupe le son un instant, que l'on redevienne maître de sa pensée, que l'on se demande si la société que l'on nous propose correspond à nos attentes.

Qui veut perdre ses droits fondamentaux et vivre dans la précarité pour qu'une poignée d'hommes et de femmes continuent de vivre dans un luxe indécent ? Qui veut qu'une mère de famille s'épuise pour 800 euros par mois sur les linéaires de caisses d'un hypermarché tandis que son patron gagne 6 000 fois plus⁴, est il 6 000 fois plus humain qu'elle ?

Personne bien sûr. Alors, pourquoi l'accepter ? pourquoi se résigner ? nous n'avons que les limites que nous nous donnons. Arrêtons de faire nôtre le prêt-à-penser que l'on déverse à longueur de journée dans nos cerveaux complaisants : le raisonnement comptable que l'on nous propose est tout à fait exact et sa logique imparable... d'un point de vue comptable, pas d'un point de vue humain : une poste que l'on ferme, ce n'est pas une économie que l'on fait mais un lien social que l'on rompt.

J'ai eu beau chercher, je n'ai pas trouvé le compte « bonheur » dans le plan comptable ni de formule financière pour y accéder.

Le courage aujourd'hui n'est certes pas celui de ces candidats, déclarés ou pas, qui nous promettent des larmes et du sang, ni celui de telle autre attisant la violence et la haine. Le courage c'est savoir écouter et suivre la voix de l'humain qui crie en nous et qui réclame un autre contrat social où la solidarité n'est pas une utopie, qui aspire à une autre façon de vivre harmonieusement en société, cette voix qui fit écrire aux révolutionnaires de 1793 « *Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles* ». Ce n'est pas simple, loin de là, mais ce n'est pas impossible.

Nous n'avons que les hommes politiques que nous élisons et si nous ne manifestons pas notre désaccord, notre désir profond de changement, pourquoi changeraient ils ?

En 2011, ce désir profond de justice, de solidarité, de changement, a commencé à se manifester fortement un peu partout dans le monde, au Maghreb, en Europe, en Amérique, en Chine, ... on voit bien que le vieux monde résiste de moins en moins bien aux poussées du nouveau monde.

Il ne tient qu'à nous d'accélérer sa venue, mais si l'on ne veut pas qu'il émerge du chaos, en 2012 soyons critiques face à l'information, ne donnons pas prises aux peurs mais à la joie, prenons le temps de penser par nous mêmes, enfin soyons ce que nous voulons que le monde soit.

Et si je me suis trompé et que, comme le dit ma concierge, tout s'arrête le 21 décembre prochain, c'est le sourire aux lèvres qu'au moins nous aurons essayé.

Me. Simon

⁴ D'après Marianne, le PDG de Carrefour aurait gagné en 2010 2,6 millions de salaires + 0,9 million de stock options et pour 1,7 million d'actions gratuites.